



Extrait du Portail Algérien des EnR
Région Nord Algérie
<http://portail.cder.dz/spip.php?article6089>

Projet de 4.000 MW d'électricité renouvelable : Installation de la commission de l'appel d'offres



- Actualités - News -
Date de mise en ligne : mercredi 12 juillet 2017

Portail Algérien des EnR

Région Nord Algérie



Une commission a été installée pour examiner le dossier des énergies renouvelables notamment pour le lancement de l'appel d'offre national et international pour la production de 4.000 mégawatts d'énergie électrique renouvelable, a indiqué mardi à Alger la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, en marge d'un séminaire sur la promotion de projets innovants en économie verte.

Interrogée par la presse sur le retard pris pour le lancement de cet appel d'offres, la ministre a répondu qu'une commission avait été installée et que le travail accompli par cette commission sera rendu public après la présentation du plan d'action de son ministère au gouvernement.

Selon elle, "il n'y a aucun retard sur ce dossier" et qu'il faut éviter de faire dans la précipitation car il s'agit d'"enjeux importants" en matière d'énergies renouvelables.

Pour rappel, cet appel d'offre national et international doit être adossé à un cahier des charges obligeant les investisseurs nationaux et étrangers de produire et d'assurer le montage local des équipements industriels de production et de distribution des énergies renouvelables, notamment les panneaux photovoltaïques.

Mme Zerouati a également évoqué le projet de "stratégie relative aux Energies renouvelables" qu'elle soumettra au gouvernement.

Concernant le séminaire organisé mardi et dédié à la promotion de projets innovants en économie verte, organisé conjointement par le R20 Med, l'Ecole nationale polytechnique Maurice Audin (Oran) et l'Ecole des mines de Saint-Etienne (France), il vise principalement la valorisation des projets innovants de développement et d'investissement en économie verte, selon ses organisateurs.

Il constitue aussi un outil pour la formalisation d'un réseau d'acteurs nationaux impliqués dans les projets innovants verts et bancables.

Cet évènement s'inscrit également dans le cadre d'un Master spécialisé de grandes écoles relatif aux projets innovants pour l'économie verte, mis en oeuvre et initié par R20 MED en partenariat avec l'école des mines de Saint-Etienne et l'Ecole nationale polytechnique d'Oran depuis novembre 2016.

Dans sa première promotion 2016-2017, 16 cadres nationaux algériens provenant de toutes les régions du pays ont été formés pour renforcer les capacités et l'expertise nationale au niveau des institutions et organismes économiques publics et privés et des collectivités territoriales pour le montage de projets urbains techniquement et économiquement viables.

Le partenariat avec R20 MED vise la réalisation et la conception d'un programme pilote dans l'économie verte au niveau de la wilaya d'Oran.

Il s'agit d'un programme qui intègre l'économie circulaire à travers notamment la valorisation des déchets par le recyclage.

Ce programme porte sur trois thématiques, à savoir la valorisation et la gestion des déchets, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Dressant un bilan de ce partenariat, Mme Zerouati a expliqué que dans sa première phase, des opérations de tri-sélectif de déchets ménagers ont été réalisées au niveau de quatre quartiers pilotes de la wilaya d'Oran, ainsi que la réalisation d'une unité de compostage au niveau de Hassi-Bounif d'une capacité de traitement de 15 tonnes de déchets par semaine.

De son côté, le directeur général des relations économiques et de coopération internationale au ministère des Affaires étrangères, Merzak Belhimeur, a réaffirmé l'engagement politique de l'Algérie quant au développement des énergies renouvelables à travers l'adoption du Programme national de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Pour atteindre les objectifs fixés au titre de ce programme, une série d'instruments sont en cours de finalisation dont le plan national climat, la stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable 2017-2035 et le plan d'action pour l'environnement et le développement durable, a indiqué M. Belhimeur.

Dans ce cadre, il a indiqué que son ministère avait engagé récemment une nouvelle dynamique qui vise à informer et à former les représentants des secteurs et à identifier les modalités de financement offertes par de différents bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux tels le Fonds de l'environnement mondial, le Fond vert climat, l'Union européenne, et ce, afin de pouvoir soumettre des projets à fort potentiel, novateurs et rentables économiquement.